

SNUipp Val d'Oise

supplément n°2 au n°80 novembre 2003

Info

Parler de l'école... mais pas n'importe comment !

Le grand mouvement unitaire de l'an dernier a placé les questions éducatives au cœur des enjeux de société. En organisant un "grand débat national" sur l'école, les intentions du gouvernement ne sont pas de mettre un terme à l'échec scolaire. Les déclarations ministérielles (accueil des 2 ans...) et le budget 2004 le confirment. Aujourd'hui, la tentation est forte de faire porter les responsabilités des difficultés de l'école sur les enseignants et de justifier des mesures inacceptables et rétrogrades.

Face à cela, le SNUipp (pour qui l'évolution du métier et la transformation de l'école afin de mieux prendre en charge les élèves en difficulté pour réduire l'échec scolaire ont toujours figuré, depuis sa création, parmi les toutes premières préoccupations) estime qu'il faut tout mettre en œuvre pour faire prévaloir ce que nous portons sur l'École et sur sa nécessaire transformation.

Le SNUipp appelle les enseignants à utiliser dans les mois qui viennent toutes les occasions de débat afin de porter leurs réflexions et leurs revendications. D'ores et déjà, il est décisif de faire en sorte que les personnels de l'éducation puissent débattre de l'avenir de l'école avec les parents d'élèves, l'ensemble des citoyens. Avec la FSU et dans la continuité de la déclaration des 5 fédérations de l'Education Nationale (publiée dans le précédent SNUipp Val d'Oise Infos), il prendra une part active à l'organisation dans les départements de réunions, forums, débats (cf. p 2 et 3) afin que le fonctionnement de l'école et toutes les questions intéressant les personnels soient traités. **Les initiatives qui se dérouleront dans les mois à venir ne sauraient être coupées des actions carte scolaire et des actions revendicatives.**

Pour ce qui concerne plus directement le "grand débat national", impulsé à grands efforts médiatiques, il prendra pour le premier degré dans notre département* la forme de débats organisés par circonscription (les modalités de cadrage ont été précisées à notre demande par l'Inspecteur d'Académie lors du CDEN du 20 novembre). Le débat est prévu sur 2 demi-journées (le mercredi 3 et le samedi 6 décembre), l'objectif est qu'il concerne un maximum de gens. Il n'y a donc pas de limitation du nombre de participants, ni de désignation a priori. La seule obligation soulignée par l'IA est celle de la continuité éducative : les écoles ne peuvent être fermées au motif du débat puisqu'il n'y a pas de banalisation de temps. Les thèmes abordés seront retenus par les équipes de circonscription. D'ores et déjà, de nombreuses écoles nous ont alertés sur des "interprétations" (désignation des participants, limitation du nombre...) en totale contradiction avec le texte national et les consignes départementales: signaler au SNUipp toutes les difficultés "locales", toute tentative de pression...

Ces modalités d'organisation ne font que renforcer les craintes que nous avons quant à ce dispositif :

- Sur sa "sincérité" (il doit déboucher sur la rédaction d'une loi d'orientation),
- Sur la capacité de la commission Thélot à traiter réellement les comptes-rendus des 15 000 débats en l'absence de synthèse intermédiaire,
- Sur le fait que l'opération "grand débat national" a été montée pour détourner l'opinion des questions telles qu'elles avaient été posées tout au cours de l'année 2003 par l'ensemble de la communauté éducative, qu'elle ne soit en fait qu'un rideau de fumée supplémentaire
- Sur le peu de temps accordé pour ouvrir un questionnement aussi vaste (D'autres pays européens y ont consacré des années...) ainsi que sur l'absence de temps totalement banalisé.
- Sur l'absence de lien interdegré qui saucissonne le débat. Et bien d'autres remarques encore !

Beaucoup de collègues annoncent leur intention de ne pas évacuer du débat leurs revendications et les questions liées aux conditions de fonctionnement des écoles.

D'autres s'interrogent sur leur participation aux débats institutionnels (cette participation n'est obligatoire pour personne).

D'autres enfin envisagent d'organiser des rencontres au plus près du terrain avec les parents de leur école, les habitants du quartier.

Dès lors qu'elles contribuent à susciter des échanges et des discussions authentiques sur le système éducatif et son devenir, toutes les initiatives locales sont légitimes et s'inscrivent dans la démarche que nous impulsions au plan départemental (voir page 3)

Ouvrons, tous ensemble avec les parents et tous les citoyens, le débat que nous souhaitons pour contribuer à définir l'école que nous voulons !

Jean Paul Maurice
secrétaire départemental
le 24 novembre 2003



* Sans oublier bien sûr les 3 débats organisés par le Préfet dans les 3 arrondissements du département à destination de la "société civile"



Pour mémoire, rappel du calendrier du dispositif ministériel

- **15 septembre 2003** : installation de la commission nationale présidée par Claude Thélot (40 membres secondée éventuellement par des commissions académiques)
- **15 octobre au 1er novembre 2003** : élaboration d'un diagnostic sur l'état de l'école par le Haut Conseil de l'Evaluation (présidé par Christian Forestier), soumis au Conseil Supérieur de l'Education ; annonce des thèmes de débat.
- **Novembre 2003 à fin janvier 2004** : première séance publique parlementaire d'examen du document ; débats sur le terrain, avec les parlementaires de l'école (dans les établissements, dans les conseils économiques et sociaux régionaux, au Parlement, dans les arrondissements, dans les partis politiques, les syndicats, au CSE..) ; personnels de l'éducation nationale, parents d'élèves, élus locaux et nationaux, élèves, étudiants, acteurs économiques, représentants du monde associatif, citoyens.
- **Mars 2004** : Elaboration d'un 1^{er} document de synthèse par la commission nationale.
- **Avril - mai 2004** : seconde phase de débat à partir du document de synthèse ; publication de documents bruts représentatifs.
- **Septembre à décembre 2004** : rédaction de la loi d'orientation puis vote.

Déclaration unitaire au CDEN du 20 novembre :

Monsieur le Préfet, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames, Messieurs,

Oui, l'école a besoin qu'on parle d'elle.

L'école a besoin que la société retisse avec elle des liens parfois trop distendus.

Le système éducatif a besoin d'être interrogé par l'ensemble de ses acteurs, par l'ensemble des citoyens pour que les questions posées depuis de longues années sur la place de l'école dans notre société, celle de la démocratisation et de la transformation du système éducatif trouvent enfin des réponses.

En effet, pour nos organisations, les questions de l'échec scolaire et de la sortie sans qualification de milliers de jeunes du système éducatif doivent être aujourd'hui prises à bras le corps : cela exige des moyens à la hauteur des besoins, donc un investissement qui nécessite que tous les citoyens aient la possibilité de s'exprimer clairement sur ces enjeux.

Aujourd'hui, les perspectives budgétaires ouvertes et certaines annonces rétrogrades mises en avant par exemple sur la mixité augurent mal de la capacité d'attention et de la volonté du Gouvernement d'entendre et donner satisfaction au mouvement engagé par la quasi totalité de la communauté éducative l'an dernier à propos de la « priorité à l'éducation ». De ce point de vue, le « grand débat » tel qu'il est annoncé Val d'Oise (nous espérons que vous informerez aujourd'hui tous les membres du CDEN des modalités retenues) ne répond pas à ces attentes.

D'une part parce que nous restons perplexes quant aux capacités de la commission Thélot à prendre en compte, dans un calendrier aussi contraint, les milliers de comptes-rendus de réunions qui lui parviendront sans aucune synthèse intermédiaire.

D'autre part, parce qu'il est bien difficile de croire à la sincérité d'une consultation dont les conclusions semblent d'ores et déjà largement écrites : ainsi, par exemple, comment ne pas nous étonner que le Ministre des Enseignements Scolaires, Xavier Darcos, fasse devant le conseil des ministres, le jour même de l'ouverture du « grand débat », une communication sur l'organisation des réseaux d'écoles...

Pour nos organisations, il importe donc que l'ensemble des acteurs de l'École (personnels de l'Education Nationale, parents...), jeunes, salariés, élus locaux, associations complémentaires d'enseignement... prennent un part active à des échanges pour exprimer leurs besoins, leurs revendications, leurs attentes et leurs propositions afin de contribuer à mieux définir le projet qu'ils veulent pour le système éducatif.

Nous sommes déterminés à prendre toutes nos responsabilités pour que ce débat que nous voulons pour l'école, historique par bien des aspects, ne soit pas, une fois de plus, un rendez-vous raté.

C'est pourquoi ce CDEN est, d'ores et déjà, pour nous, l'occasion d'annoncer l'organisation, dans les prochaines semaines au plan départemental, de multiples initiatives départementales qui déboucheront au printemps prochain sur des Etats Généraux de l'école en Val d'Oise.

Les organisations signataires : FOL, CEMEA, Francas, GFEN, ICEM, FCPE, FSU (SNES, SNUipp...), CGT Education

L'UNSA Education et le Sgen CFDT ont déclaré partager les grandes lignes de ce texte avant de lire leurs propres déclarations.

"S'engager pour la priorité à l'Education"

Depuis plusieurs semaines maintenant, un collectif unitaire "**S'engager pour la priorité à l'Education**" (FOL, CEMEA, Francas, ICEM, GFEN, FCPE, FSU) départemental se réunit dans l'objectif de susciter un débat sur l'école, pour fédérer les différentes initiatives dont un certain nombre sont d'ores et déjà connues :

- **La FCPE et la FOL** animeront ensemble 4 débats destinés au public le plus large possible, aux citoyens "non spécialistes"
12/12 : Auvers. Scolarisation en milieu péri urbain et/ou rural
23/01 : Villiers le Bel. Ecole en milieu sensible
29/01 : Eaubonne. Continuités éducatives
6/02 : Eragny. Ecole et société

Les initiatives du SNUipp :

- Université d'automne de Bombannes : Edition d'un numéro spécial de Fenêtres Sur Cours tiré à 320 000 exemplaires.
- Colloque national le 28/11 sur culture commune pour tous (maîtrise de la langue) au siège de la MGEN à Paris
- Réalisation d'une brochure à destination des familles (téléchargeable sur le site <http://95.snuipp.fr>)
- Initiative SNUipp Val d'Oise-mouvements pédagogiques (ICEM, GFEN) sur le thème "apprendre à lire et à écrire" le mardi 16 mars.
- En lien avec toutes les associations et mouvements complémentaires, forum sur le thème de l'engagement pour l'école.
- A confirmer, initiative FSU-CGT Education sur le thème des formations professionnelles et des formations tout au cours de la vie.

Le GFEN : Réflexion nationale sur collège unique : colloque le 13 décembre à Paris. Le GFEN 95 participera à l'initiative du groupe départemental multi-âge sur la problématique des cycles le 28 janvier à l'IUFM.

- **L'ICEM (pédagogie Freinet)** organisera (date à préciser) une table ronde sur le thème "Qu'est ce que la réussite ?" Réussite sociale, réussite scolaire... Qu'est ce que réussir ? Avoir fait des études supérieures ? Avoir un travail ? S'épanouir ? Mais surtout peut-on réussir sans faire échouer les autres? L'ICEM invitera à débattre sur l'apport des pratiques coopératives à l'école.
- OCCE** : Réflexion sur la place des associations complémentaires dans le système éducatif. Inquiétudes fortes sur leur avenir.

Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. D'autres propositions rejoindront cette première présentation.

Un certain nombre d'autres propositions sont déjà arrêtées, visant à inscrire cette démarche dans la durée :

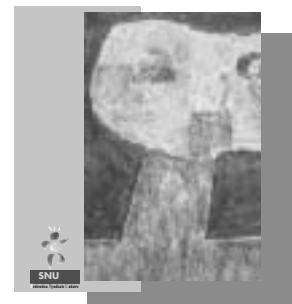
- √ Déclaration commune pour le CDEN du 20 novembre présentant la démarche globale (cf. page 2).
- √ Conférence de presse commune le 28 novembre
- √ Déclaration commune mi-janvier s'appuyant sur des premiers éléments de synthèse (chaque initiative donne lieu à compte-rendu)
- √ Etats Généraux de l'Ecole dans le Val d'Oise au mois de juin. Ces Etats Généraux doivent être considérés comme une étape intermédiaire.

Nous reviendrons régulièrement dans les bulletins sur ces différentes initiatives auxquelles nous appelons dès à présent tous les collègues à participer.

(fenêtres)
sur · cours

L'école en débats

L'université d'automne 2003 du SNUipp a lancé son débat sur l'école.



Entretiens avec: **Eric Maurin Philippe Meirieu Michel Fayol Élisabeth Baurier Christian Forestier Philippe Frémeaux Jacques Bernardin Frédéric Soujiet Gérard Chauveau Benoît Falaize Maryse Métra Susan George Viviane Bouysse Serge Boimare Yves Lacoste Jean-Michel Ducombe Emmanuel Davidenkoff Eric Favay Claude Lelièvre Marie Duru-Bellat...**



ÊTRE AMBITEUX POUR TOUS LES ENFANTS
SNUipp FSU

" Culture commune pour tous. Le cas de la lecture et de l'écrit à l'Ecole Primaire "

Vendredi 28 Novembre 2003

– 9 h. 30 – 16 h. 30

à la MGEN

3, Square Max Hymens Paris 15^e
(Métro : Gare Montparnasse)

- Jean Hébrard** Inspecteur Général de l'Education Nationale
- Anne-Marie Chartier** Maître de Conférence (INRP)
- Nic Diamant** Directrice de la Joie par les Livres
- Max Butlen** Maître de Conférence à l'IUFM des Pays de Loire La place de la lecture et de l'écrit à l'école maternelle et élémentaire. L'histoire des politiques de lecture en France. Comment construire une culture littéraire dès l'école ? Quels liens avec la réussite scolaire ?

Autant de thèmes abordés lors de cette journée

SNUipp Val d'Oise Info
Bulletin mensuel du Syndicat National Unitaire
des instituteurs, professeurs des écoles et p.e.g.c. section du Val d'Oise
Maison des Syndicats 95014 CERGY CEDEX
CP 4227 d 73 s ISSN 1252-9915
Dir de pub. J-P MAURICE
Imprimé par nos soins
Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp Val d'Oise.
Conformément à la loi du 6.01.1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les
informations vous concernant en vous adressant au
SNUipp Val d'Oise 26 rue Francis Combe 95014 CERGY CEDEX

Sommaire
p 1 Edito
p 2 Déclaration unitaire CDEN
p 3 Etats Généraux
p 4 Communiqué FSU

En réponse à un député qui déplorait, le 4 novembre dernier, le recul de la scolarisation des 2 à 3 ans : « Ne mélangeons pas deux questions. La première concerne l'école maternelle pour les enfants de trois ans. Tout autre est la question de la pré-scolarisation des enfants de deux ans. (...) toutes les observations montrent que cette pré-scolarisation n'a aucun effet sur le taux de redoublement au CP. Toutes les observations montrent (...) qu'elle n'a pas d'impact sur la suite de la scolarité pour les enfants de milieux modestes. (...) Il est souhaitable que l'école assure l'accueil des tout petits là où aucun moyen n'est disponible, mais il s'agit d'une raison sociale et non scolaire »

Nous suggérons à M. Darcos, surpris en flagrant délit de mensonge, de relire les études du SIGES, de l'IREDU de Dijon, et les travaux d'autres chercheurs comme A. Florin. ... qui figurent d'ailleurs en partie dans le document de référence pour le Grand débat sur l'école !

Déposé le 24 novembre 2003



SNUipp Val d'Oise Infos
Bulletin mensuel de la section départementale du SNUipp Val d'Oise
Maison des Syndicats 26 rue Francis Combe 95014 Cergy Cedex
Tél : 01 30 32 21 88 Fax 01 30 32 39 12 e-mail : SNU95@SNUIPP.FR

Le Président de la République lance le débat national

Le discours du Président de la République à l'occasion du lancement du débat national sur l'école s'est voulu manifestement consensuel, reprenant par exemple un certain nombre d'idées et de notions dont la FSU est porteuse. Il est cependant marqué par de fortes ambiguïtés et des esquives qui pourraient en creux dessiner des orientations que nous récusons.

L'on ne peut que prendre acte de ce que le Président proclame la nécessité d'être ambitieux pour l'école, de faire le « pari de l'intelligence », qu'il dénonce les inégalités ou rende un hommage appuyé aux personnels ; même absentes du discours présidentiel, les luttes menées tout au long de l'année dernière n'y sont sans doute pas étrangères.

Mais l'on ne peut qu'être préoccupé par exemple de l'absence dans son discours de l'enseignement supérieur, de toute allusion à une élévation de l'âge de la scolarisation obligatoire, de l'objectif de formation professionnelle ou des transferts des personnels à travers la décentralisation. Toute aussi préoccupante, l'autosatisfaction sur les moyens de l'école contraire à la réalité vécue sur le terrain. Et les ambiguïtés des formules employées sur le collège, l'apprentissage de la lecture, l'alternance, la gestion et l'évaluation du système éducatif, la référence à une « réforme de l'Etat » contestable, peuvent

laisser place à des interprétations contradictoires et recouvrir en réalité des projets que nous refusons. L'hommage rendu aux personnels s'accompagne du silence sur les revendications qu'ils ont portées avec tant de force au printemps dernier.

C'est pourquoi la FSU appelle les personnels à se saisir de toutes les occasions de débat pour faire avancer leurs revendications et leurs propositions afin de promouvoir une véritable ambition pour l'ensemble des jeunes.

Communiqué de presse de la FSU
Paris, le 20 novembre 2003

Le site internet du SNUipp Val d'Oise vient de changer.
Désormais administré sous SPIP, logiciel libre, il permet une plus grande réactivité. Nous vous invitons à le consulter régulièrement, un grand nombre d'informations et de documents (qui n'ont pas été et ne seront pas publiés sur papier faute de place et pour des raisons de coût) y sont désormais accessibles.
<http://95.snuipp.fr>